

Dans ce numéro

Dans l'ouest de l'Iran, onze morts après une attaque terroriste revendiquée par le PEJAK...

(Page 2)

Au Burkina Faso, plusieurs dizaines de djihadistes présumés auraient été arrêtés par l'armée...

(Page 3)

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, aurait demandé au Mossad d'assurer sa sécurité...

(Page 4)

Vladimir Poutine aurait proposé à Washington d'interroger en Russie douze agents de renseignement russes...

(Page 5)

La technologie chinoise de 5G inquiète la Central Intelligence Agency (CIA)...

(Page 6)

Le Japon en passe de renforcer ses capacités de lutte contre les attaques de missiles balistiques...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Selon le directeur du FBI, la menace la plus importante dans le domaine de l'espionnage économique vient de la Chine...

Aux États-Unis, Christopher Wray, le directeur du FBI, affirme que son organisation enquête sur l'espionnage économique dans les 50 États. Selon lui, la menace la plus importante pour les États-Unis vient de la Chine. M. Wray a décrit la Chine comme la menace la plus répandue et la plus significative à laquelle font face les États-Unis. Selon ses propos, tous les secteurs sont concernés : des graines de maïs de l'Iowa aux éoliennes du Massachusetts. Qu'il s'agisse de l'ampleur de ces activités ou de leur degré de pénétration, leur importance est telle que les États-Unis ne peuvent pas se permettre de les sous-estimer.

(Radio Japon international, le 20-07-2018)

En Chine, un service de renseignement militaire sud-coréen derrière la défection de douze Nord-Coréennes...

Un nouvel élément troublant vient d'être dévoilé dans l'affaire de la défection controversée, en avril 2016 en Corée du Sud, de douze employées d'un restaurant nord-coréen en Chine. Contrairement aux révélations de leur gérant Heo Gang-il, c'est le commandement du renseignement de la défense qui aurait orchestré la première phase de leur fuite. Un commandement placé sous l'autorité du ministère de la Défense. C'est en tout cas ce qu'on a appris aujourd'hui d'une source bien informée. Heo, qui avait emmené les serveuses, avait quant à lui déclaré que c'était le Service national du renseignement (NIS) qui était à la manœuvre. Selon cette source, un agent du commandement a demandé avec plus ou moins d'insistance à Heo de quitter avec les douze femmes le restaurant de la localité chinoise de Ningbo, puis les a transportés jusqu'à Shanghai dans un véhicule préparé à l'avance. Depuis Shanghai, il se sont envolés pour Kuala Lumpur, la capitale de la Malaisie, où ils ont été accueillis par l'ambassade de Corée du Sud. Puis, ils sont arrivés à Séoul à bord d'un avion. C'est cette fois le NIS qui est intervenu dans ces déplacements. L'administration Park Geun-hye, le prédécesseur destitué de Moon Jae-in, avait annoncé leur défection collective seulement six jours avant les élections législatives de 2016. Une annonce qui avait suscité des soupçons selon lesquels le pouvoir d'alors l'aurait organisée afin d'influencer les élections. Depuis, l'affaire continue de faire polémique.

(KBS World Radio, le 17-07-2018)

En Irak, internet est coupé pour tenter de contenir une vague de mécontentement partie du sud du pays...

Il est impossible de se connecter à internet en Irak, pas d'accès aux réseaux sociaux depuis trois jours dans le pays. Les autorités essaient de contenir une vague de mécontentement partie il y a une semaine maintenant de Bassora, dans le sud, et qui gagne Najaf, Missane et Karbala.

(Radio Vatican, le 16-07-2018)

À Kaboul, sept morts dans un nouvel attentat revendiqué par le groupe État islamique...

En dix ans, jamais l'ONU n'avait enregistré un tel bilan. Au premier trimestre de cette année, 1 692 civils ont été tués en Afghanistan, pour moitié dans des attentats attribués à l'État islamique. Hier, le groupe a revendiqué un attentat à Kaboul. Il a fait sept victimes.
(Radio Vatican, le 16-07-2018)

Démantèlement d'une cellule terroriste liée à l'État islamique dans le sud-ouest de l'Iran...

Le ministre iranien du Renseignement, Seyyed Mahmoud Alavi, a annoncé la neutralisation d'un groupe terroriste affilié à Daesh dans le sud-ouest de l'Iran. « Une cellule terroriste affiliée à Daesh, composée de quatre membres s'activant dans le sud-ouest de l'Iran, a été arrêtée, hier, lundi 16 juillet » a indiqué le ministre. Les investigations menées ont révélé que les membres de cette cellule, qui ont adhéré aux opérations de propagande des actes barbares commis par l'organisation terroriste de Daesh en dehors de ses zones d'influence, avaient l'intention de recruter de nouveaux membres. Le démantèlement de cette cellule intervient dans un contexte marqué par la recrudescence des menaces et des opérations terroristes qui guettent l'Iran, notamment après que les forces syriennes soutenues par Téhéran ont chassé et éliminé les terroristes dans leurs bastions sur la scène syro-irakienne, ce qui a contraint ce groupe à adopter désespérément une nouvelle stratégie allant dans le sens de l'intensification des attaques en dehors des régions sous son influence et la création de nouvelles zones de tension pour déstabiliser les acteurs anti-terroristes.
(Press TV, le 17-07-2018)

Dans l'ouest de l'Iran, onze morts après une attaque terroriste revendiquée par le PEJAK...

Onze membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi dans une attaque terroriste contre un poste frontalier à Marivan, dans l'ouest iranien. Le gouverneur de Marivan, Mohammad Shafiee, a déclaré, ce samedi 21 juillet, à l'agence de presse iranienne *Fars* qu'un groupe terroriste avait attaqué une base du Corps des gardiens de la révolution islamique, le vendredi 20 juillet au soir. Outre les onze effectifs tués, ajoute le gouverneur, huit autres membres du CGRI ont été blessés dans cette attaque qui s'est produite dans le village frontalier de Dari. Le lourd bilan des pertes a été provoqué par une explosion dans le stock d'armes et de munitions du poste-frontière de Dari, un village particulièrement difficile d'accès non loin des frontières du Kurdistan irakien, selon cette même source. Le groupe terroriste PEJAK - séparatistes kurdes proches du PKK - vient de revendiquer cette attaque terroriste. « De violents combats ont éclaté dans la suite de cette explosion, laissant un lourd bilan de morts dans les rangs des terroristes dont certains ont réussi à prendre la fuite et d'autres à se retrancher dans les montagnes environnantes » ajoute le communiqué qui promet une riposte cinglante aux terroristes.
(Press TV, le 21-07-2018)

Dans le nord-est du Mali, une dizaine de civils tués par des djihadistes présumés...

Au Mali, une dizaine de civils ont été tués par des djihadistes présumés dimanche dans le nord-est du pays, près de la frontière nigérienne. C'est ce qu'ont annoncé des groupes armés à dominante touareg et les autorités locales. Plus d'une centaine de personnes, dont de nombreux civils appartenant en particulier aux communautés peuhl et touareg, ont péri ces derniers mois dans cette région où s'affrontent notamment des djihadistes ayant prêté allégeance au groupe État islamique et deux groupes principalement touareg soutenant la force française Barkhane et l'armée malienne, le GATIA et le MSA.
(La voix de l'Amérique, le 16-07-2018)

Inquiétudes onusiennes devant l'amplification des violences perpétrées dans le centre du Mali...

L'ONU exprime sa profonde inquiétude quant aux violences qui ont lieu dans la région de Mopti, dans le centre du Mali. Selon l'organisation internationale, au moins 989 personnes ont péri parmi les civils. Dans un communiqué, le haut commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU se dit profondément inquiet face à l'amplification des violences perpétrées dans la région de Mopti. Au cours des dernières semaines, l'organe a recensé une vague alarmante de fuites de civils de leurs domiciles après qu'ils ont été eux-mêmes pris pour cibles du fait de leur appartenance à une communauté, ou alors en lien avec des attaques mortelles menées contre des membres de leur communauté dans des villages voisins. Selon la même source, ces attaques qui seraient menées par des chasseurs Dozos et des éléments de

milice Dogons s'en prendraient à des membres de la communauté peuhl alors qu'elles prétendent lutter contre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. La situation dans le centre du Mali conjugue menaces djihadistes et violences ethniques, alors que le pays se prépare pour l'élection présidentielle du 29 juillet.

(La voix de l'Amérique, le 18-07-2018)

Un séparatiste présumé tué lors d'affrontements avec l'armée, dans le nord-ouest du Cameroun...

Au Cameroun, une personne a été tuée mardi à Bamenda, chef-lieu de la région du nord-ouest anglophone, où des affrontements entre l'armée et des séparatistes ont été signalés, selon une source médicale et des témoins. La victime était un combattant séparatiste, a dit un de ces témoins. D'autres ont raconté à l'AFP que des séparatistes armés avaient brandi mardi matin des armes en ville demandant aux commerçants de fermer boutique. Un mot d'ordre de journée « ville morte » avait été lancé par les séparatistes jusqu'à mercredi. Les forces de sécurité sont alors intervenues, selon ces mêmes témoins.

(La voix de l'Amérique, le 18-07-2018)

Un policier camerounais décapité dans la région anglophone du nord-ouest...

Au Cameroun, un policier a été décapité hier dans une localité de la région du nord-ouest anglophone où les meurtres de membres des forces camerounaises sont régulièrement imputés aux combattants séparatistes, indiquent des sources concordantes. La sécurité dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest anglophone s'est considérablement dégradée. Plus de 80 policiers et militaires y ont été tués depuis le début de la crise, fin 2016.

(La voix de l'Amérique, le 19-07-2018)

Au Cameroun, arrestation de quatre militaires soupçonnés d'être impliqués dans des exécutions sommaires...

Au Cameroun, quatre militaires ont été arrêtés après la diffusion d'une vidéo devenue virale. Ils sont présumés responsables de l'exécution sommaire de deux femmes et de leurs deux enfants accusés d'être des djihadistes de Boko Haram. La mise aux arrêts de ces quatre militaires fait suite à une enquête instruite depuis le 11 juin dernier par le président Paul Biya. Trois des quatre militaires identifiés dans la vidéo d'exécution sommaire devenue virale appartiennent au corps de l'armée de l'air camerounaise. Une source de sécurité sous anonymat a confié à VOA Afrique que ces militaires ont été arrêtés par les éléments de la sécurité militaire, dimanche, dans la région de l'extrême nord du Cameroun. Trois ont été convoyés à Yaoundé où ils sont auditionnés depuis lors. Le quatrième militaire est encore détenu à Maroua, chef-lieu de la région de l'extrême nord.

(La voix de l'Amérique, le 20-07-2018)

Deux personnes tuées par des inconnus armés dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, deux personnes dont le chef d'un village situé dans le nord et frontalier du Mali ont été tuées par des individus armés, a annoncé mercredi le ministère de la Sécurité. Dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 juillet 2018, le chef de Hocoulourou, enlevé le 7 juillet 2018 par un groupe d'hommes armés, a été ramené exécuté à l'entrée de Baraboulé, a écrit le ministère dans un communiqué. Au petit matin, le corps d'un paysan tué par balles a été retrouvé non loin de celui du chef, ajoute le texte.

(La voix de l'Amérique, le 19-07-2018)

Au Burkina Faso, plusieurs dizaines de djihadistes présumés auraient été arrêtés par l'armée...

Près de la frontière malienne, au nord du Burkina Faso, l'armée annonce l'arrestation de soixante terroristes, un coup de filet lors d'une opération qui est toujours en cours. Il s'agit du démantèlement de plusieurs bases terroristes et la saisie de plusieurs explosifs. Dans la même zone, deux personnes ont été tuées dont le chef du village de Hocoulourou. Enlevé le 7 juillet, il a été exécuté hier à Baraboulé.

(Médi-1, le 19-07-2018)

Une importante base de l'armée nigériane tombée aux mains de membres présumés de Boko Haram...

L'armée nigériane a subi de sérieux revers ce week-end après avoir perdu le contrôle d'une de ses

bases dans une attaque de Boko Haram. Elle est aussi à la recherche de 23 soldats portés disparus après une embuscade dans le nord-est. Des combattants de Boko Haram ont pris ce week-end une importante base militaire aux termes d'affrontements et tendu une embuscade à des soldats dans une autre attaque. Ces deux attaques témoignent de l'emprise des djihadistes dans le nord-est du Nigeria. Les insurgés ont envahi une base militaire de plus de 700 soldats dans l'État de Yobé, une région frontalière du Niger où une centaine de jeunes filles avaient été enlevées il y a quelques mois. Le commandant de la base et 63 soldats ont pris la fuite pour trouver refuge à Geidam, un chef-lieu situé à une soixantaine de kilomètres, où sont attendus les 670 autres militaires en poste dans la garnison attaquée. Il s'agit de la deuxième attaque d'envergure en deux jours de Boko Haram contre les forces nigérianes dans le nord-est du pays.

(La voix de l'Amérique, le 16-07-2018)

Au Nigeria, vingt-deux membres présumés de Boko Haram arrêtés par la police...

Au Nigeria, la police a annoncé hier l'arrestation de huit djihadistes présumés. Ils auraient participé à l'enlèvement, il y a quatre ans, de plus de 200 lycéennes à Chibok, dans le nord-est du pays. Au total vingt-deux membres présumés de Boko Haram ont été arrêtés et présentés au public par les forces de l'ordre à Maïduguri, la capitale de l'État du Borno. En dehors de huit présumés djihadistes qui auraient participé à l'enlèvement de lycéennes à Chibok, les quatorze autres sont soupçonnés d'avoir participé à la préparation d'attentats suicide à Maïduguri et dans d'autres villes du nord du Nigeria. Selon le commissaire de police de l'État du Borno, Damian Chukwu, ces hommes âgés de 20 à 48 ans, sont tous originaires de la région de Bama et ont été arrêtés début juillet dans les États voisins du Borno et de Yobé. Les huit suspects liés à l'enlèvement de Chibok ont tous avoué leur culpabilité, a-t-il indiqué. Ils ont également fourni à la police des informations utiles pour arrêter d'autres commandants en fuite de Boko Haram.

(La voix de l'Amérique, le 19-07-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, aurait demandé au Mossad d'assurer sa sécurité...

Sur la chaîne de télévision *MSNBC*, Howard Wyman a déclaré que des informations parues en Israël révèlent que le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salmane, a chargé le Mossad de garantir sa sécurité, par peur d'un coup d'État contre le royaume. « Ben Salmane a chargé le Mossad d'assurer sa sécurité. Il n'a pas confiance en son peuple et en son armée. Il reçoit quotidiennement des informations spéciales du Mossad » a-t-il indiqué. En 2007, une fuite de courriels de la société privée américaine dans le domaine du renseignement, Stratfor, a mis la lumière sur les relations entre le Mossad et les services secrets saoudiens. Les courriels avaient été échangés entre le vice-président de la société de l'époque et certains experts saoudiens et israéliens, et portaient essentiellement sur la lutte contre le terrorisme.

(Press TV, le 16-07-2018)

Aux États-Unis, arrestation d'une ressortissante russe accusée de conspiration...

Le département de la Justice américain indique avoir arrêté Maria Butina, une femme russe. Elle est soupçonnée de conspiration. Dans un communiqué émis lundi, le département a déclaré que Mme Butina, 29 ans, de nationalité russe, résidant à Washington, a été arrêtée dimanche. Du début de l'année 2015 jusqu'à au moins février 2017, Mme Butina aurait noué des liens avec des personnes et infiltré des organisations aux États-Unis qui ont une influence sur les politiques américaines. Elle est soupçonnée d'avoir été sous les ordres d'un responsable gouvernemental russe de haut rang qui a fait l'objet de sanctions de la part de Washington en avril dernier. Le département de la Justice soupçonne que ses activités aient eu pour objectif de promouvoir les intérêts russes. Cette arrestation fait suite à l'inculpation la semaine dernière de douze responsables du renseignement russe par les États-Unis pour ingérence pendant la campagne présidentielle américaine de 2016.

(Radio Japon international, le 17-07-2018)

Une chambre de mise en accusation fédérale a inculpé hier une jeune femme russe accusée d'être une agente d'un gouvernement étranger en rapport avec un plan secret pour influencer sur la politique américaine avant la présidentielle de 2016 en infiltrant des organisations américaines. Maria Butina qui

défend le port d'armes et a des liens étroits avec la NRA, le puissant lobby des armes à feu aux États-Unis, a été arrêtée dimanche. On lui reproche d'avoir travaillé comme agente du gouvernement russe aux États-Unis sans en informer le ministère de la Justice, comme l'exige la loi américaine.
(*La voix de l'Amérique, le 18-07-2018*)

Des ressortissants russes liés à l'affaire Skripal auraient été identifiés par la police britannique...

On notera cette avancée dans l'affaire Skripal, du nom de cet ancien agent double russe, Sergueï Skripal, empoisonné avec sa fille début mars dans le sud-ouest de l'Angleterre. La police britannique aurait identifié les suspects et ce sont des Russes. C'est ce qu'annonce ce matin l'agence *Press Association*. D'après une source citée par l'agence, les enquêteurs ont avancé sur ce dossier en comparant les images des caméras de surveillance des lieux de l'empoisonnement avec les dossiers des personnes qui sont entrées dans le pays à cette époque. Scotland Yard, le QG de la police britannique, s'est refusé à tout commentaire.

(*Médi-1, le 19-07-2018*)

Vladimir Poutine aurait proposé à Washington d'interroger en Russie douze agents de renseignement russes...

Le président Trump ne permettra pas que des responsables américains soient interrogés par la justice russe. Annonce de la Maison-Blanche alors que l'idée avait été évoquée par son homologue Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec Donald Trump. « C'est une proposition qui a été faite en toute sincérité par le président Poutine, mais le président Trump n'est pas d'accord » a expliqué hier Sarah Sanders, la porte-parole de la Maison-Blanche. Lors de sa conférence de presse controversée avec Donald Trump, lundi dernier à Helsinki, Vladimir Poutine avait proposé de permettre à Washington d'interroger en Russie les douze agents de renseignement russes inculpés aux États-Unis pour ingérence dans la présidentielle américaine en 2016, mais à la condition d'une réciprocité. Moscou demandait en retour l'interrogatoire de responsables américains soupçonnés par la Russie d'activités illégales.

(*La voix de l'Amérique, le 20-07-2018*)

Visite du président Moon Jae-in au siège des services de renseignement sud-coréens...

Le président de la République reçoit aujourd'hui un briefing sur les travaux du Service national du renseignement (NIS), le premier depuis son investiture en mai de l'année dernière. À cette occasion, le patron du NIS devrait rendre compte à Moon Jae-in de l'abolition du bureau chargé des activités de renseignement à l'intérieur du pays. Suh Hoon va également expliquer la deuxième réorganisation du NIS qui donne la priorité à ses missions liées à la Corée du Nord, au contre-espionnage et à ses activités à l'étranger. Dans ce cadre, le NIS a recruté, pour la première fois depuis sa création, des experts étrangers et nommé des femmes aux postes de chef de bureau. Il sera également question des résultats des missions menées par la *Task Force* chargée de rompre avec les corruptions chroniques des gouvernements précédents. À ce propos, le gouvernement avait dévoilé, avant la fin de l'année dernière, un plan de réforme des services secrets visant à mettre fin à ses interventions dans la politique intérieure.

(*KBS World Radio, le 20-07-2018*)

Le président de la République s'est rendu hier au siège du Service national du renseignement (NIS) pour se faire briefier sur les activités à accomplir cette année par ce dernier. Un briefing qui est intervenu pour la première fois depuis sa prise de fonctions en mai 2017. Moon Jae-in a commencé par se recueillir devant une plaque de pierre dédiée aux agents des services secrets tués en mission, avant d'écrire dans un livre d'or « votre sacrifice est invisible aux yeux de l'État et du peuple, vous êtes bel et bien la force invisible de la République de Corée ». Ensuite, le chef de l'État a affirmé qu'il garantirait coûte que coûte l'indépendance du NIS. À son tour, le patron de l'agence d'espionnage Suh Hoon a affiché sa détermination pour en faire un organisme de renseignement de premier ordre. Le déplacement de Moon avait aussi pour objectif d'encourager le NIS, qui a mis fin à toute collusion l'année dernière avec la politique du pays, à jouer son propre rôle lié à la Corée du Nord et à l'étranger. En effet, il a indiqué que le NIS avait joué un rôle majeur en aidant à rendre possible le sommet intercoréen suivi d'une rencontre historique entre Kim Jong-un et Donald Trump. Enfin, le locataire de la Cheongwadae a plébiscité l'institutionnalisation des services secrets pour que leur statut et vocation ne varient pas lors du changement de gouvernement. Dans la foulée, il a souhaité qu'une révision de la loi

sur les services secrets soit passée à l'Assemblée nationale d'ici la fin de cette année.
(KBS World Radio, le 21-07-2018)

En mars 2017 à Séoul, les services de renseignement de l'armée envisageaient d'utiliser des blindés contre les manifestants...

En Corée du Sud, des documents récemment découverts laissent penser que les services de renseignement de l'armée envisageaient d'utiliser la force pour réprimer les manifestations massives organisées contre l'ancienne présidente Park Geun-hye. La présidence sud-coréenne a donné vendredi des détails sur ces documents. En mars 2017, le Commandement de la sécurité de la défense, le DSC, envisageait d'imposer la loi martiale pour mettre fin aux manifestations quotidiennes appelant à la démission de Mme Park. L'opération serait intervenue dans les semaines précédant sa destitution. Or, selon la loi, le DSC n'a pas le pouvoir de déclarer la loi martiale. Les documents incluent un projet de déploiement de chars et d'autres véhicules blindés à environ 500 points sensibles, notamment sur le site des manifestations au cœur de Séoul. Il y avait également des plans pour censurer la télévision et les journaux. Les documents ne précisent pas si ce projet était une option fondée sur le scénario du pire ou s'il s'agissait d'une mesure extrajudiciaire. La population suit de près les progrès de l'enquête menée par une commission militaire spéciale mise en place sur ordre du président Moon Jae-in.

(Radio Japon international, le 21-07-2018)

La Maison bleue a révélé un nouveau texte rédigé par le Commandement de défense et sécurité (DSC) qui tentait de réprimer les manifestations aux bougies l'an dernier. Dans ce document, l'importance de la rapidité dans la déclaration de la loi martiale et l'envoi des troupes est mise en avant comme l'une des conditions d'une répression réussie des manifestants. Selon la Cheongwadae, l'agence de renseignement militaire a envisagé de dépêcher avec rapidité des troupes spéciales à Gwanghwamun et Yeouido durant la nuit, à l'aide de chars et de véhicules blindés. Il avait prévu de censurer les médias à travers ses agents. Afin d'empêcher la levée de la loi martiale, l'armée a même planifié la non-participation au vote du Parti Liberté Corée, qui était à l'époque au pouvoir. Ce document avait également prévu de contrôler le Service national du renseignement (NIS). Ces nouveaux éléments ont été inclus dans le rapport que le ministère de la Défense a soumis à la présidence suite à l'ordre du locataire de la Maison bleue. Compte tenu de l'importance du document et l'intérêt que la population porte à cette affaire, Moon Jae-in a donné son feu vert à sa divulgation.

(KBS World Radio, le 21-07-2018)

La technologie chinoise de 5G inquiète la Central Intelligence Agency (CIA)...

Un officiel de haut rang de la CIA indique que la Chine vise à devenir le leader en matière de technologie 5G, qui remplacera l'actuelle réseau 4G, avec un internet plus rapide. Michael Collins, sous-directeur adjoint du centre de mission de la CIA en Asie de l'Est, s'est exprimé vendredi lors du Forum sur la sécurité organisé à Aspen, aux États-Unis dans l'État du Colorado. Il a expliqué que la Chine menait une sorte de guerre froide contre les États-Unis, mais différente de celle qui opposait les États-Unis et l'ancienne Union soviétique. M. Collins a précisé que Pékin travaillait de façon adroite sur de nombreux fronts pour miner les États-Unis. Il a indiqué que si la technologie chinoise de 5G devenait la norme mondiale, elle menacerait sérieusement le secteur des télécommunications aux États-Unis et l'économie américaine. M. Collins ajoute qu'elle serait aussi source d'inquiétude pour l'armée. M. Collins a ensuite qualifié de « Crimée orientale » la construction d'avant-postes par Pékin sur des îles artificielles en mer de Chine méridionale. Il faisait référence à l'annexion unilatérale par la Russie de la péninsule de Crimée en Ukraine. Il a appelé la communauté internationale à faire plus attention à la situation en mer de Chine méridionale.

(Radio Japon international, le 22-07-2018)

... MILITAIRE ...

Un site secret d'enrichissement d'uranium aurait été localisé dans la banlieue de P'yongyang...

The Diplomat, un magazine d'actualité internationale, indique avoir localisé un site secret d'enrichissement d'uranium situé dans la banlieue de la capitale P'yongyang. Selon le magazine, le complexe est connu des services de renseignement américains comme étant le site d'enrichissement de Kangson sur lequel du matériel pour des armes nucléaires est produit. Sa localisation exacte n'avait

cependant jamais été identifiée. Le magazine, qui est spécialisé dans la diplomatie et la sécurité, a analysé des images satellite basées sur des informations des services de renseignement américains. Il s'est associé à des chercheurs dirigés par Jeffrey Lewis de l'Institut Middlebury d'études internationales à Monterey dans l'État de Californie. L'équipe précise que le complexe de Kangson, à seulement quelques kilomètres de P'yongyang, pourrait être utilisé depuis au moins 2003. Il est connu que la Corée du Nord dispose d'une installation d'enrichissement d'uranium dans son complexe nucléaire de Nyongbyon. Selon *The Diplomat*, Kangson est le premier complexe secret d'enrichissement d'uranium confirmé autre que celui de Nyongbyon. Le magazine cite des sources des renseignements américains selon lesquelles la production de Kangson serait deux fois supérieure à celle de Nyongbyon. M. Lewis a indiqué à la *NHK* que la Corée du Nord continuait son développement nucléaire et balistique au même rythme qu'avant le sommet entre P'yongyang et Washington en juin.

(*Radio Japon international, le 17-07-2018*)

Plusieurs centaines de nouveaux chars en passe d'être mis en service dans les forces armées iraniennes...

Selon le vice-ministre iranien de la Défense, quelque 800 nouveaux chars devraient être livrés prochainement aux forces armées iraniennes. Le char *Karrar* sera probablement le modèle le plus largement utilisé. Reza Mozafari Niya, qui accompagnait le ministre de la Défense et général de brigade, Amir Hatami, dans sa tournée au Lorestan, dans l'ouest de l'Iran, a fait part aux médias d'un vaste projet militaire destiné à renforcer la capacité motorisée interarmes des forces armées iraniennes. Ce renforcement de la puissance de combat se traduira par l'ajout de centaines de chars blindés au corps armé iranien : « La promotion des capacités actuelles et la fabrication de nouveaux chars, voilà les deux mots d'ordre qui détermineront nos démarches dans les mois à venir ». L'Iran a lancé en 2017 la production en chaîne du char iranien *Karrar*, un modèle amélioré des chars T-72 dont disposent l'armée iranienne et le Corps des gardiens de la révolution islamique. C'est un char capable de guider avec précision les obus tirés sur une cible, de franchir des obstacles, en particulier des rivières, et de se déplacer sous l'eau. Il est équipé de systèmes de communication et de navigation qui ne peuvent pas être piratés. Le blindage du char résiste aux tirs de plusieurs types d'armes antichars. Il est doté de systèmes de guidage laser de haute précision, de systèmes de navigation et de gestion de combat électronique. Mais le ministère de la Défense a également investi dans des projets de fabrication de nouveaux types de chars de combat sans en dévoiler le contenu.

(*Press TV, le 19-07-2018*)

Le Japon en passe de renforcer ses capacités de lutte contre les attaques de missiles balistiques...

La version de travail du Livre blanc de la défense japonaise souligne que la Corée du Nord constitue toujours une grave menace et annonce que le Japon va renforcer ses capacités de lutte contre les attaques de missiles balistiques. La version non-définitive de ce rapport annuel reconnaît l'importance de l'engagement clair pris par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un de dénucléariser la péninsule coréenne lors du sommet du 12 juin avec les États-Unis. Mais étant donné que P'yongyang a déployé des centaines de missiles balistiques pouvant atteindre le Japon, ainsi qu'à cause de son développement d'armes nucléaires et de missiles, la Corée du Nord continue de rester une menace sans précédent, sérieuse et immédiate. Le rapport précise que le Japon va renforcer ses capacités globales à contrer les attaques de missiles balistiques en introduisant le nouveau système de défense anti-missiles balistiques *Aegis Ashore*, qui opère depuis le sol, ainsi que grâce à d'autres moyens encore. Le Livre blanc pointe également du doigt la Chine, qui renforce rapidement sa puissance militaire en se concentrant sur les armes nucléaires et les missiles, ainsi que sur ses capacités maritimes et aériennes, alors que son budget consacré à la défense est en augmentation constante. Le Livre blanc devrait être publié dès le mois prochain après avoir été présenté au gouvernement.

(*Radio Japon international, le 20-07-2018*)

Une version modernisée d'un missile de défense aérienne testée avec succès par la Russie...

« L'unité de défense antimissile des forces aérospatiales russes a testé un nouveau missile de défense aérienne modernisé sur le polygone de Sary Shagan au Kazakhstan » a indiqué le journal officiel du ministère russe de la Défense, *Krasnaïa Zvezda*. Le général russe Andreï Prikhodko, commandant en chef adjoint de la DCA russe, a affirmé que le projectile avait réussi à atteindre tous les objectifs fixés. « Ayant atteint une cible conventionnelle en un temps indiqué, le nouveau système de missiles

antibalistiques modernisé a rempli avec succès sa mission » a déclaré Prikhodko. Vu la complexité des tâches que le nouveau missile est capable d'accomplir, à savoir se déplacer à une vitesse de quatre kilomètres par seconde et détruire un missile adverse à une très grande distance, la Défense russe prétend que le missile n'a pas d'équivalent dans le monde. Il a notamment pour mission de protéger Moscou contre les frappes aériennes et spatiales.
(Press TV, le 20-07-2018)

... CYBERGUERRE ...

Durant la coupe du monde, la Russie aurait été la cible de près de 25 millions d'attaques informatiques...

La Russie, qui a organisé la coupe du monde de football qui s'est achevée hier, a été ciblée par près de 25 millions de cyberattaques pendant cette coupe. C'est du moins ce qu'a affirmé le président russe, Vladimir Poutine. Il n'a toutefois pas précisé la provenance de ces attaques informatiques, ni si elles étaient menées par des individus ou des logiciels.

(Deutsche Welle, le 16-07-2018)

Une nouvelle loi permettant de surveiller certains comptes d'utilisateurs de réseaux sociaux, approuvée par le parlement égyptien...

Le parlement égyptien a approuvé une loi relative aux médias permettant aux autorités de surveiller certains comptes d'utilisateurs de réseaux sociaux afin, selon elles, de combattre les forces nouvelles. La loi a été approuvée à la majorité des deux tiers et doit être envoyée au président Sissi pour approbation. Les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'Homme dénoncent régulièrement la violation de la liberté d'expression visant les voix dissidentes sous le régime du président Sissi.

(La voix de l'Amérique, le 17-07-2018)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67